Pays-Bas : Boycott de banques israéliennes et convocation de l'ambassadeur

15/01/2014 à 9h00

Mauvaise passe pour Israël. Alors que des dizaines de milliers de demandeurs d'asile africains ont défilé la semaine dernière à Tel Aviv pour protester contre les mesures entravant leur liberté de mouvement, leur droit à travailler et de longs retards dans le traitement de leurs demandes d'asile, un des plus grands fonds de pension néerlandais – PGGM – a décidé de boycotter des banques israéliennes. Raisons invoquées : les activités exercées par ces dernières dans les colonies israéliennes implantées en territoire palestinien.

Le fonds PGGM – qui affirme gérer 153 milliards d'euros – a en effet annoncé cette semaine mettre fin à ses investissements dans les produits de cinq banques israéliennes, motivant sa décisions par le fait que ces dernières financent la construction des colonies dans les territoires occupés.

> *Or, ces colonies sont illégales au regard du droit international, étant en effet bâties sur des terres qui ne font pas partie de l'État israélien. « Étant donné qu'il n'y a aucune perspective de changement dans un futur proche », PGGM « a arrêté d'investir dans ces cinq banques à partir du 1er janvier 2014 » a-t-il été précisé.*

En retour, l'État hébreu a demandé vendredi au gouvernement des Pays-Bas de s'opposer à cette décision, l'ambassadeur des Pays-Bas en Israël, Caspar Veldkap, étant quant à lui convoqué pour clarification au ministère israélien des Affaires étrangères.

Le directeur général adjoint du ministère israélien des Affaires étrangères pour les affaires européennes, Mr. Raphaël Schutz, a ainsi déclaré à l'ambassadeur néerlandais que la décision du fonds de pension PGGM de boycotter Israël était inacceptable.

« Il a été par ailleurs souligné que nous attendons du gouvernement néerlandais, dans l'esprit de l'amitié qui prévaut entre nos deux pays, qu'il prenne une position sans équivoque contre de telles mesures, qui ne contribuent qu'à nuire aux relations entre Israël et les Pays-Bas », a par ailleurs averti le ministère israélien.

Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte a souligné pour sa part que cette initiative relevait d'une entreprise privée et non de consignes gouvernementales.

« *Nous sommes contres un boycott ou des sanctions* » visant Israël, a-t-il par ailleurs indiqué, précisant néanmoins être « *contre les colonies* » et ne pas y soutenir les activités de sociétés néerlandaises.

Comme on pouvait s'y attendre, la dirigeante palestinienne Hanane Achraoui s'est félicitée pour sa part de la décision du fonds de pension néerlandais – lequel assure gérer 153 milliards d'euros – appelant plus largement les sociétés internationales ayant des liens avec des secteurs de l'économie israélienne qui assiste les colonies à œuvrer de la sorte.

Cette dernière a par ailleurs souligné que « *pendant des décennies* », des banques israéliennes avaient été « *la colonne vertébrale financière de la catastrophique entreprise coloniale israélienne* ».

Mais au final, la politique d'expansion israélienne dans les Territoires palestiniens occupés a fini par excéder les principaux partenaires d'Israël.

Si Hanane Achraoui estime que « *la réaction outragée qu'affichent maintenant les responsables israéliens* » au delà d'être « embarrassante », « *témoigne de l'ignorance des dirigeants politiques d'Israël sur l'illégalité et les effets désastreux de leurs propres politiques* », la ministre de la justice Tsipi Livni s'alarmait récemment qu'Israël vive dans une bulle et soit déconnecté de la réalité internationale. « *Le boycott progresse de façon exponentielle* », a même prévenu l'ancienne ministre des Affaires étrangères. « *Et il ne s'arrêtera pas là.* »

Quoi qu'il en soit, la décision de PGGM illustre l'ampleur prise par le mouvement BDS (Boycott Désinvestissement Sanctions), lequel appelle à faire pression Israël en raison de sa politique envers les Palestiniens.

Ainsi, en décembre dernier, le géant néerlandais, Vitens, société d'eau potable, avait annoncé arrêter sa collaboration avec la compagnie israélienne de distribution d'eau Mekorot en raison du contexte politique. Mekorot, qui fournit de l'eau aux colonies établies en Cisjordanie, avait alors été accusée de mener une politique discriminatoire dans l'accès à l'eau à l'encontre des Palestiniens.

Lors de la visite officielle du Premier ministre néerlandais, Mark Rutte, l'installation d'un scanner néerlandais à la frontière avec la bande de Gaza avait également provoqué de vives tensions entre Israël et les Pays-Bas.

Le boycott de sociétés israéliennes ayant des activités dans les colonies en territoire palestinien se développe désormais, les succès des premières actions en encourageant d'autres par effet boule de neige, Israël s'inquiétant désormais que ce mode d'action se généralise.

Précisons ainsi que la plus grande Église protestante du Canada a appelé ses fidèles à boycotter trois entreprises israéliennes installées dans des colonies (Ahava, Keter

Plastic et SodaStream), faisant parallèlement pression sur les distributeurs qui vendent leurs produits au Canada.

La Roumanie a pour sa part refusé d'envoyer davantage d'ouvriers du bâtiment, en l'absence d'engagement israélien garantissant que les travailleurs roumains ne seraient pas employés à la construction de logements dans les colonies illégales au regard du droit international.

Des mesures qui interviennent quelques mois après l'adoption par l'Union européenne (UE) de lignes directrices excluant de sa coopération les institutions et entreprises israéliennes ayant des activités dans les territoires occupés.

Le Blog Finance